

Capital

2,50 €

N°157
Oct. 2004

Capital

www.capital.fr

Les arguments de José Bové et de ses amis sont contredits par les scientifiques.

SUCCÈS p. 32

La planète
MARS

ARGENT p. 143

Divorce :
comment éviter
les gros ennuis

ACTUALITÉ p. 16

Les idées
fausses sur
les OGM



ENQUÊTE SUR UNE NOUVELLE FORME D'INÉGALITÉ

La France qui bosse et celle qui bulle

p. 104

- Les entreprises les plus cool
- Les boîtes les plus dures
- Les forçats de l'économie
- Les sinécures du secteur public

DOSSIER INTERNATIONAL

Par quoi va-t-on remplacer le pétrole ?

p. 54



BEL : 3,50 €
 CH : 6 FS - CAN :
 7,25 \$ - ESP : 4,50 €
 GR : 4,50 € - ITA :
 4,50 € - LUX : 3,50 €
 PORT CONT : 4,50 €
 MAROC : 35 DH
 TUNISIE : 3 500 DTU
 DOM. MAY. SPM
 Avion : 4,50 €
 Zone CFA Avion :
 4 000 CFA - Zone CFP
 Avion : 1 100 CFP

M 04134 - 157 - F : 2,50 €



GROUPÉ FRÉMAZ PPA 5/01

Selon l'ancien économiste en chef du FMI, l'Amérique

“L'Europe peut encore rattraper les Etats-Unis”

Et si, en 2020 ou 2030, le Vieux Continent devenait la première puissance mondiale ? Kenneth Rogoff, professeur à Harvard, y croit. A condition, nuance-t-il, que les Etats de l'Union se décident enfin à engager des réformes de fond.

Capital : L'Amérique domine tellement l'économie mondiale, son avance sur l'Europe semble si évidente, qu'on a du mal à imaginer un renversement de tendance. C'est pourtant un des scénarios que vous envisagez. Pourquoi ?

Kenneth Rogoff : Lorsque j'ai émis l'idée que l'Europe pourrait devenir, à l'horizon 2020 ou 2030, la première puissance du monde, j'ai reçu une avalanche de courrier. On m'a fait remarquer que je minimisais les dégâts, sur le Vieux Continent, du chômage massif, de la bureaucratie, des réglementations tatillonnes. Mais je ne fais pas partie des experts qui prédisent l'avenir en extrapolant ce qu'ils voient aujourd'hui. On se trompe toujours quand on se contente de prolonger les tendances. Souvenez-vous de ce qu'on disait du Japon quand ce pays affichait des performances fantastiques : il était censé enfoncer les Etats-Unis. On connaît la suite. Alors, il faut être prudent. Je ne dis pas que l'Europe va dominer le monde. J'affirme simplement qu'elle a de bonnes chances d'y parvenir. Disons, une chance sur trois. D'autant qu'on peut assister à un déclin de l'Amérique. C'est une variante du scénario.

Capital : De quels atouts, selon vous, l'Europe dispose-t-elle que les autres grandes puissances n'ont pas ?

Kenneth Rogoff : Quand on se projette sur le très long terme, il faut, au-delà des performances actuelles des entreprises et des politiques économiques, se concentrer sur les avantages compétitifs fondamentaux. Ceux de l'Europe sont d'abord ses institutions politiques, qui garantissent l'état de droit et permettent l'épanouissement de la société civile. Des études empiriques récentes démontrent que l'ancrage de la démocratie est la condition numéro 1 de la croissance économique. A cet égard,

l'avance de l'Europe sur le nouveau géant économique chinois est considérable. Il faudra des dizaines d'années, voire des siècles, avant que l'empire du Milieu devienne un Etat de droit. Et rien ne garantit que cette transition s'effectuera sans bouleversements politiques dramatiques. Le deuxième atout de l'Europe, c'est la nature et l'histoire : son climat tempéré et ses infrastructures de premier ordre lui procurent un avantage énorme sur d'autres concurrents potentiels, comme l'Inde ou le Brésil, et à un degré moindre sur l'Amérique du Nord. Troisième atout : l'excellent niveau d'éducation. Il est égal sinon supérieur à celui des Etats-Unis pour la grande masse de la population. Et même si le système universitaire européen est actuellement incapable d'offrir aux chercheurs des conditions de travail attrayantes, l'écart entre le nombre de brevets déposés par habitant aux Etats-Unis et sur le Vieux Continent reste faible.

Capital : Tout cela nous protège surtout de la concurrence des pays émergents. Mais que manque-t-il à l'Europe pour accélérer sa croissance et rattraper les Etats-Unis ?

Kenneth Rogoff : Pas grand-chose. Prenez par exemple la différence de productivité de part et d'autre de l'Atlantique. Si la production par tête des Européens ne représente que 70% de celle des Américains, cet écart n'est dû qu'à deux facteurs. D'abord, le retard pris en Europe par le secteur de la distribution, où les gains de productivité sont presque nuls. Rien n'empêche vos entreprises d'imiter par exemple le groupe Wal-Mart, qui a réalisé des prouesses en matière de logistique, de nouvelles technologies et d'aménagement des espaces de vente. Elles en tireraient des bénéfices énormes et l'économie tout entière aussi.

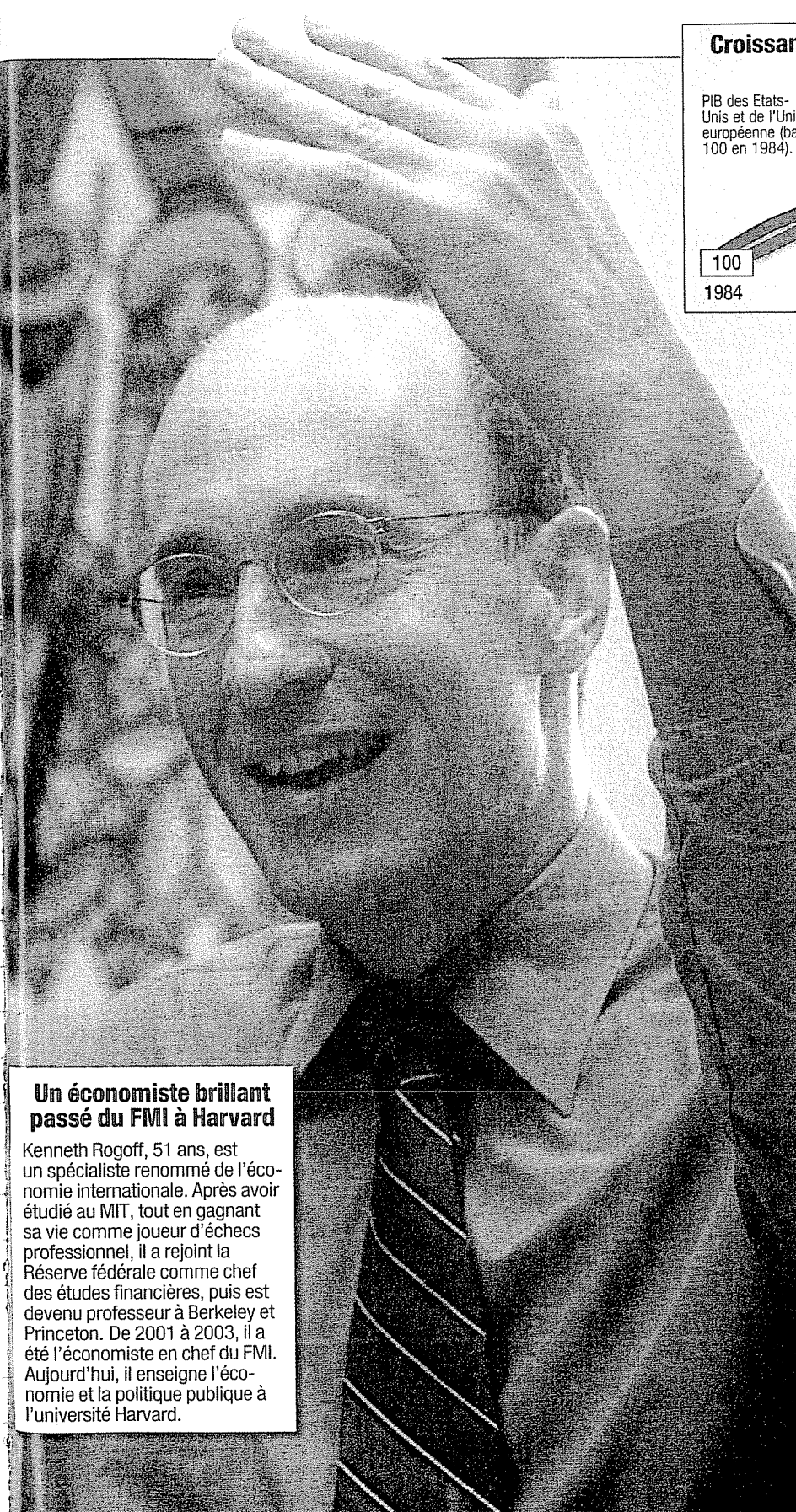
Ensuite et surtout, les Européens travaillent beaucoup moins que les Américains. Mais il est très probable qu'au cours des vingt ou trente prochaines années le temps de travail baissera aux Etats-Unis, comme il a commencé à le faire au Japon, et que ce handicap va donc s'atténuer.

Capital : En attendant, les Européens se demandent s'ils doivent travailler plus...

Kenneth Rogoff : Depuis deux siècles, le temps de travail n'a cessé de baisser dans le monde entier, et cette tendance lourde ne connaît qu'une exception : la légère augmentation constatée aux Etats-Unis au cours des vingt dernières années. Mais ne vous y trompez pas : les Américains aspirent, dans leur immense majorité, au style de vie européen. Ils voudraient prendre leur retraite plus tôt et, surtout, passer plus de temps avec leurs enfants. Car leur ardeur au travail et la mobilité qui leur est imposée pour retrouver un emploi (certains changent six ou sept fois de région au cours de leur vie active) disloquent leur vie de famille. Les nombreux enfants américains qui ne voient jamais leurs parents sont d'autant plus pénalisés que la qualité de l'éducation dans les écoles primaires et les collèges se dégrade de façon dramatique. C'est un problème de société très grave, dont le coût sera élevé. Je suis donc persuadé que le temps de travail va recommencer à baisser aux Etats-Unis et que, en 2050, il sera inférieur à celui observé chez vous aujourd'hui. Le problème de l'Europe est très différent : il s'agit avant tout pour elle de cesser de subventionner l'inactivité.

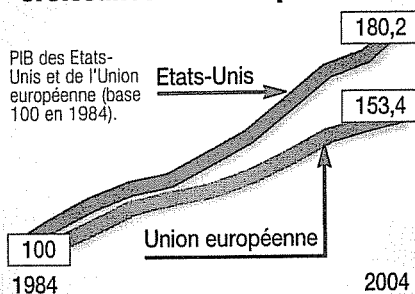
Capital : Les grands pays européens semblent aujourd'hui incapables de mettre en œuvre des réformes de structure pour relancer la croissance. Qu'est-ce qui vous fait croire qu'ils y parviendront ?

est vulnérable et nous avons des atouts insoupçonnés



Croissance : l'Amérique fait la course en tête

PIB des Etats-Unis et de l'Union européenne (base 100 en 1984).



En vingt ans, le PIB des Etats-Unis a progressé de 80% et celui de l'Europe (l'Union à 10, puis à 12, puis à 15) de 53% seulement. L'écart s'accroît depuis 1992.

Un économiste brillant passé du FMI à Harvard

Kenneth Rogoff, 51 ans, est un spécialiste renommé de l'économie internationale. Après avoir étudié au MIT, tout en gagnant sa vie comme joueur d'échecs professionnel, il a rejoint la Réserve fédérale comme chef des études financières, puis est devenu professeur à Berkeley et Princeton. De 2001 à 2003, il a été l'économiste en chef du FMI. Aujourd'hui, il enseigne l'économie et la politique publique à l'université Harvard.

Kenneth Rogoff : L'idée selon laquelle l'Europe est un continent immobile me paraît totalement erronée. Les formidables changements institutionnels qui s'y sont produits depuis vingt ans – le marché unique, la monnaie unique, les élargissements successifs de l'Union européenne – en témoignent. Certes, il reste au Vieux Continent à réformer son marché du travail, sa fonction publique, ses universités. Cela prendra sûrement du temps. Mais il est probable que la pression de la concurrence consécutive à la mondialisation va accélérer le processus. Lorsque l'Europe devra choisir entre le changement et la crise majeure, elle optera pour le changement. Je suis convaincu que les résultats dépasseront alors ses espérances. Admettons, par exemple, que l'Europe réussisse à offrir à ses chercheurs des laboratoires performants et des salaires motivants. Je peux vous assurer que la grande majorité de ceux qui se sont expatriés aux Etats-Unis (dans mon propre département d'économie à Harvard, les grandes pointures sont souvent d'origine européenne) reviendraient immédiatement au bercail. A conditions de travail équivalentes, ils préféreraient le mode de vie européen.

Capital : Optimiste en ce qui concerne l'Europe, vous l'êtes beaucoup moins sur l'Amérique. Pourquoi ?

Kenneth Rogoff : D'abord parce que la facture de sa sécurité promet d'être vertigineuse. Plus encore qu'on ne le croit. Il y a bien sûr les dépenses engagées en Irak, dont nul n'envisage la diminution à brève échéance, et celles consacrées à la surveillance du territoire. Mais il faut y ajouter les coûts indirects énormes induits par la lutte antiterroriste. D'ores et déjà, le nombre de diplômés de haut niveau, européens ou asiatiques, qui émigrent aux Etats-Unis pour travailler à l'université ou dans l'industrie de pointe a baissé de 30% à cause de la nouvelle politique d'immigration, et même de 50% pour les

Suite page 164 ▶

"La Chine pourrait bien connaître un accident de croissance majeur"

► Suite de la page 163

diplômés scientifiques. Par ailleurs, malgré nos efforts, nous ne sommes pas à l'abri d'un nouvel attentat terroriste sur notre sol. Ses conséquences seraient dramatiques. Un nouveau 11 Septembre envierait le dollar par le fond, déstabiliserait les marchés financiers et obligerait à renforcer les contrôles des personnes et des marchandises aux frontières, ce qui aurait un impact très négatif sur la productivité. Bref, les Etats-Unis sont sous la menace d'une crise majeure, qui affecterait par ricochet le monde entier.

Capital : Les économistes s'inquiètent aussi du déficit budgétaire des Etats-Unis et de celui de leur balance des paiements. Ces deux gouffres menacent-ils la croissance ?
Kenneth Rogoff : Il faudra bien sûr traiter ces problèmes, que la relance préélectorale de George Bush est en train d'aggraver. L'économie américaine risque de se réveiller avec la gueule de bois au lendemain du scrutin. Les deux candidats à la présidentielle savent qu'ils seront obligés de réduire le déficit budgétaire, mais ils font comme s'ils l'ignoraient. Leurs propositions sont totalement irresponsables : John Kerry voudrait que l'Etat dépense plus dans le domaine social, et George Bush parle de baisser encore les impôts ! Je redoute aussi un éclatement de la bulle immobilière. Ses conséquences ? Dégonflement brutal du patrimoine des ménages, baisse de la consommation et des importations. Cela réduira peut-être le déficit commercial, mais pèsera lourdement sur l'économie. Le scénario le plus probable, à mon avis, c'est une baisse de la croissance des Etats-Unis en 2005, due à la diminution de la consommation et de l'investissement, et, si des mesures sont prises pour stopper la dérive budgétaire, des dépenses de l'Etat. Tout cela risque d'entraîner une nouvelle chute

du dollar, ce qui pénaliserait l'Europe et le Japon. La poursuite de la croissance mondiale est donc loin d'être acquise.

Capital : Mais pas non plus exclue. Jusqu'à présent, le dynamisme de l'économie américaine lui a toujours permis de surmonter les difficultés...

Kenneth Rogoff : Oui, mais cette fois, l'ampleur des déséquilibres à corriger va sérieusement mettre à l'épreuve ce dynamisme. La relance engagée par George Bush depuis deux ans ressemble beaucoup à la folie dépensière de Richard Nixon en 1971 et 1972, qui avait elle aussi précédé l'élection présidentielle. La suite fut une décennie de croissance anémique et d'inflation.

De manière plus générale, si le tonus d'une société dépend de sa capacité à trouver des solutions à ses problèmes, les Américains ne sont guère mieux lotis que les Européens. Outre leurs déficits colossaux, les Etats-Unis souffrent d'une augmentation du taux de pauvreté, malgré la croissance de ces dernières années. Le nombre d'Américains dépourvus d'assurance santé atteint aujourd'hui 45 millions. Un triste record. Ajoutons l'effondrement de la qualité de l'éducation : toutes les études montrent que le niveau dans nos écoles et nos collèges a baissé. Enfin, notre consommation de pétrole, de gaz et d'électricité, bien trop élevée, ne tient aucun compte des risques de plus en plus sérieux de crise énergétique mondiale. Avez-vous entendu nos dirigeants proposer un plan d'action sur ces sujets, qui sont tous lourds de menaces pour l'avenir ? Non. Comme chez vous, ils continuent à prétendre que tout va bien. Ils n'ont pas le courage, la vision et peut-être la lucidité qu'il faudrait pour engager les réformes nécessaires.

W. B. FLOWMAN/REFLEX NEWS POUR CAPITAL

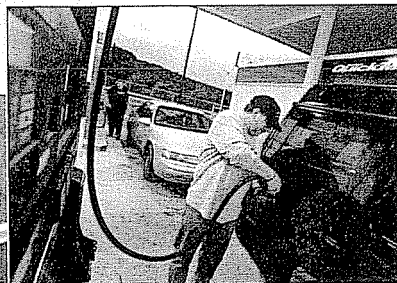
" Si le tonus d'une société dépend de sa capacité à trouver des solutions à ses problèmes, les Américains ne sont pas beaucoup mieux lotis que les Européens. "

Capital : Les Etats-Unis et l'Europe s'inquiètent aujourd'hui du fantastique essor de la Chine. Croyez-vous ce pays capable de rattraper rapidement et durablement son retard sur les pays riches ?

Kenneth Rogoff : Je suis convaincu que la Chine, dont le rythme de développement frénétique n'est pas tenable, connaîtra un accident de croissance majeur dans les dix années à venir. Tous les éléments qui ont déjà provoqué une crise financière dans certains pays émergents y sont en effet réunis : un système financier rudimentaire, des créances énormes (et irrécupérables) accordées aux entreprises publiques et aux régions pour des raisons politiques, des déficits budgétaires cachés, un système de retraite menacé de faillite, un taux de change fixe. Le jour où Pékin libéralisera le système financier, le couvercle sautera. Les sauvetages effectués par le FMI en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est apparaîtront alors comme de simples exercices d'entraînement. Ajoutons que la Chine n'est pas le seul danger pour le système financier mondial. La dette publique de nombreux pays émergents ayant explosé ces dernières années, la liste des candidats à un défaut de paiement s'allonge. Le FMI risque d'avoir sous peu du pain sur sa planche...

*Propos recueillis à Boston
par Patrice Piquard ♦*

PHOTOS : MAX PPP, FEA



Kenneth Rogoff s'inquiète rien ne soit fait pour limiter la consommation d'essence aux Etats-Unis. Gare aux chocs pétroliers ! Autre pays vulnérable, la Chine n'est pas à l'abri d'un effondrement de son système bancaire.